

## **COVID-19 ET PERSPECTIVES ANARCHO-SYNDICALISTES POUR UNE DÉCROISSANCE BASÉE SUR LES LIBERTÉS FONDAMENTALES**

La crise du covid-19 a plusieurs liens directs avec les questions environnementales et déstabilise donc le mode de développement capitaliste qu'on appelle le productivisme.

Les perspectives proposées ici sont systémiques : elles ne répondent pas aux besoins immédiats dans le cadre de la crise sanitaire qui appellent bien-sûr des revendications immédiates en s'attaquant aux incompétences et aux déficiences graves de l'État. Il faut notamment en urgence exiger de renforcer les services publics de santé et appliquer le principe de précaution à tout niveau en vue de préparer dès maintenant la prochaine pandémie. Il est aussi impératif de dénoncer le confinement répressif et autoritaire comme la seule solution à la lutte contre le virus.

Ce dont il est question pour une organisation révolutionnaire, c'est aussi de revendiquer un changement profond et de promouvoir une voie vers une société autogérée à économie socialisée.

### **Le coup d'arrêt au productivisme, une opportunité historique**

Le productivisme est un système économique qui pousse à l'augmentation illimitée de la production. Dans le cadre capitaliste, il s'agit de la politique de l'offre : produire d'abord tout et n'importe comment, y compris sans tenir compte de l'expression des besoins sociaux, la régulation ne se faisant qu'à posteriori par la sanction du marché qui sélectionnera « naturellement » les plus solvables. C'est pourquoi le capitalisme entraîne régulièrement des crises de suraccumulation qui se règle par la spéculation, la quête effrénée de placements à haut niveau de rentabilité, et par les liquidations. La sur-production n'est qu'un mal nécessaire pour réaliser des profits en régime capitaliste. Le productivisme s'attache donc à mesurer l'augmentation (croissance) de la production transformée en profit sous sa forme monétaire à partir d'un indicateur : le produit intérieur brut (PIB). Peu importe donc l'exploitation de la nature et de l'humanité.

En amont de la crise actuelle, plusieurs études avancent l'hypothèse que l'activité humaine est un des facteurs aggravants voire à l'origine de l'apparition de virus de type zoonose tels que celui-ci et de leur dissémination mondiale. Parmi ces causes, il y a le dérèglement climatique qui provoque le développement d'une agro-industrie extensive, à la recherche de nouvelles terres arables à coup de déforestation accélérée. Outre le fait que cela accélère en retour ce réchauffement climatique, la déforestation provoque une réduction de l'habitat naturel de la faune sauvage, ce qui multiplie les risques de contacts et de contamination de maladie de l'animal à l'homme, notamment par l'intermédiaire de l'élevage intensif. La propagation a ensuite été favorisée par la mondialisation des échanges à flux tendu.

Pendant la pandémie, diverses observations médicales ont révélé que ce virus profitait pleinement des environnements où l'air est le plus pollué par les particules fines, celles-là mêmes qui sont accusées d'être à l'origine du réchauffement climatique. Ces mêmes particules sont d'ailleurs accusées en temps normal de causer des maladies respiratoires ou de les aggraver avec des conséquences mortelles, comme l'asthme, sachant que ces pathologies associées au covid-19 permettent également au virus de devenir particulièrement mortel.

En aval, dès lors qu'elle s'est déployée sous forme épidémique, la crise sanitaire a empêché salariés et consommateurs de se déplacer massivement dans les lieux de travail et les commerces, provoquant une chute importante de l'activité.

Elle a entraîné le développement du travail à domicile et la réduction drastique des déplacements automobiles, donc de l'exploitation extractiviste des moyens énergétiques. La consommation électrique a diminué de 20 %, entraînant pour la première fois l'arrêt de plusieurs réacteurs nucléaires.

Les conséquences environnementales furent immédiates ; diminution spectaculaire de la pollution de l'air, des nuisances sonores et des activités d'artificialisation des sols (construction, agriculture intensive), autant de facteurs du dérèglement climatique de neutralisés. La faune a même pu occuper à nouveau certains espaces délaissés par l'être humain.

Cette crise a également mit en évidence les méfaits de la métropolisation, processus de concentration du capital dans des espaces à haute densité démographique où la combinaison de facteurs permet la création de valeurs ajoutés, en tant que mode de vie urbain que le confinement rend insupportable. Les plus aisés ont donc fuit ces espaces tandis que les plus pauvres, entassés dans les copropriétés et les grands ensembles, ont cherché légitimement à échapper à la promiscuité. Un des aspects de ce mode de vie révélé par le confinement est en particulier que la productivité du travail a augmenté à domicile et que le fait de l'importer et de le vivre chez soi apparaît pour ce qu'il est : une aliénation, faisant de tous et toutes des forçats.

En un mois, le PIB a donc chuté de 6 à 8 % sur l'année, 1,5 points par semaine de confinement. 36 % de l'activité économique française s'est arrêtée dont jusqu'à plus de 50 % de la production industrielle et quasiment toute l'activité commerciale non essentielle à la survie humaine. La consommation a chuté de 50 % en une semaine. Il s'agit donc d'une courte expérience de récession aussi soudaine que brutale qui révèle à la fois que les atteintes à l'environnement sont dangereuses pour la survie de l'espèce humaine et combien le modèle économique contemporain, le productivisme capitaliste, en est une des causes majeures.

De ce point vue, il est donc possible de considérer cette crise économique comme une bénédiction, un coup d'arrêt providentiel qui montre à la fois les dégâts du productivisme et les bienfaits à en sortir. Il serait alors souhaitable de prolonger cet arrêt général pour sortir du capitalisme en le transformant en un véritable processus de décroissance. Mais le moyen utilisé pour obtenir cette pause, à savoir une décision venue d'en haut et l'instauration d'un état policier, est insoutenable sauf à courir le risque de vivre en enfer. Et surtout ce n'est pas de la décroissance.

### **Le monde d'après, la réponse de l'État et des capitalistes**

En premier lieu, un tel coup d'arrêt imposé subitement, survenu dans l'impréparation la plus totale, présente un coût social considérable : les populations les plus vulnérables et dominées, précaires, pauvres, migrant.es, personnes âgées ou malades, femmes et enfants le subissent de plein fouet. Ce sont les salarié.es les plus précaires qui doivent accepter de prendre des risques, qui se retrouvent sans emploi et avec des revenus amoindris. Ce sont les sans abris, les migrant.es qui sont contraints de subir une promiscuité forcée sources de contamination et les femmes et les enfants qui doivent affronter une recrudescence impressionnante de violences intrafamiliales, sans parler des entraves au droit d'accès aux IVG. Ce sont les enfants les plus pauvres, dans les logements surpeuplés qui paient le prix fort de la déscolarisation : peu ou pas d'accès aux cours, pas de suivi du travail, acculturation massive aux vies numériques sédentaires et, la faim, faute du seul repas équilibré et complet que la restauration scolaire leur procurait. Les personnes âgées, abandonnées dans des ephad sous dotés, ont péri par milliers, parfois seules.

Ce tableau accablant, c'est bien celui du capitalisme, générateur d'inégalités, d'isolement et de dominations sans fins, frappé par une récession dont il est la cause.

La crise sanitaire et environnementale, la première d'une telle ampleur, donc inédite, s'ajoute et dissimule la crise classique cyclique de suraccumulation du capitalisme qui devait de toute façon s'abattre à nouveau sur les marchés financiers, ivres de spéculations depuis 2008. Ainsi les malheurs habituels du capitalisme se trouvent aggravés et accélérés. Il est en réalité indécent de se réjouir d'une telle situation.

Et pourtant, ce qui se profile à l'horizon, c'est un discours qui assimilera cet énième crise du capitalisme à une « décroissance » et, comme en 2008, les privilégié.es du système et ceux assez naï.fs.ves pour les croire affirmeront que seule la reprise rapide et intense de la croissance permettra de redonner à toutes une vie digne. Il est aussi probable que les gouvernements nient la dimension environnementale du virus. L'objectif sera d'éviter qu'une dépression ne suive une récession, comme cela s'est produit dans les années 1930. Comme le rappelait Schumpeter, « *Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes* ».

Par conséquent et en second lieu, la voie proposée par les états et les capitalistes reposera sur une combinaison entre plusieurs leviers :

- Le maintien temporaire des capacités des services publics essentiels comme la santé, l'éducation et des allocations sociales diverses (indemnités chômage, minimas) qui permettront d'assurer le renouvellement des forces de travail nécessaires à la reprise économique, les systèmes privés ayant clairement montré leurs limites, notamment aux États-Unis où l'accès aux soins est conditionné par la détention d'assurances. Dès que le flux de malades aura diminué, les privatisations reprendront de plus belle pour « moderniser » la santé publique et l'enseignement.
- Les interventions des banques centrales et des banques nationales pour renflouer les pertes sur les marchés financiers, en particulier bancaires puisque ce sont les opérateurs de placements pour le compte de leurs clients. Ces mêmes banques sont aussi menacées par les défauts de paiements des entreprises et des ménages qui ne pourront pas rembourser leurs prêts. L'objectif est que les investisseurs continuent à percevoir des dividendes et que les banques perçoivent des intérêts car tout ce petit monde est massivement endetté et ne dispose pas assez de capitaux propres. Ils investissent de l'argent qu'ils n'ont pas. Ces interventions prendront plusieurs formes graduelles : exonération de cotisations sociales, suspension de l'impôt sur les sociétés, garanties de prêts aux entreprises par l'État, montée au capital et recapitalisation et en dernier ressort nationalisation. Le coût, au minimum 300 milliards d'euros, sera financée par l'endettement de l'État lui même, le déficit public atteignant 9 % et la dette 115 % du PIB.
- dès la crise passée, l'État et les capitalistes chercheront à mettre à contribution ceux qui sont habituellement utilisé.es comme variable d'ajustement pour reconstituer les taux de profit et désendetter l'État : les ménages contribuables, d'abord les salarié.es. L'écrasement des masses laborieuses sera d'autant plus nécessaire que les défaillances d'entreprises (on parle d'environ 60000) réduiront d'autant l'assiette fiscale. Le patronat et une grande partie du gouvernement ont d'ores et déjà commencer à tester l'opinion sur ce thème : travailler en étant pas ou peu protégé.es, voire par équipe réduite et tournante, jusque 48 heures par semaine, sans congés ni RTT pendant plusieurs mois voire années, afin de renforcer l'exploitation.
- les outils politiques installés pendant la crise sanitaire serviront à réprimer les libertés collectives et à empêcher la contestation sociale. L'état d'urgence sanitaire est certes une aubaine inespérée pour instaurer les dérogations aux droits du travail. Mais il est aussi un bon moyen d'installer une société sans toutes nos libertés et une société de la surveillance généralisée des espaces publics, réels et virtuels. Aux forces d'occupation et de l'ordre qui chassent et harcèlent la population dans les rues répondront les forces d'occupation et de l'ordre sur internet qui repéreront les écarts de langage et les récalcitrant.es afin de les réduire au silence, d'abord par la censure puis par les procédures juridiques en invoquant le devoir de réserve ou les accusations de diffamation et d'injures publiques, voire d'incitation à la haine. Il est ainsi hors de question pour l'État de nous restituer le droit fondamental de

manifester et de nous réunir, d'aller et venir comme on le désire. Pour cela, il lui suffira de mettre en scène une fausse pénurie de solutions et d'équipements au confinement répressif, d'inventer les difficultés de production (de tests notamment) ou de service et de poursuivre dans l'installation liberticide d'une bureaucratie sanitaire procédurière, laquelle viendra, sous couvert d'un conseil scientifique composé de parvenus et d'obligés du pouvoir, limiter les droits de prescription des médecins et les droits de refus des traitements des patients. Une médecine ultra centralisée, intrusive dans l'acte médicale lui-même et catastrophiste sera disponible pour justifier l'enfermement répressif. Ceux qui ne respecteront pas leurs préconisations seront de plus en plus dénoncés comme des parias et des coupables à emprisonner.

Les équipements et dispositifs médicaux développés seront donc à peine suffisant pour nous permettre de retourner produire mais surtout pas pour restaurer nos libertés.

Le gouvernement présentera son action comme un équilibre bienveillant entre d'une part la volonté de l'État de rétablir l'économie capitaliste pour sauver des emplois et d'autre part la volonté de protéger la santé de la population au nom de l'intérêt général en faisant ce qu'il peut. En réalité, son objectif est et sera d'assurer un équilibre subtil entre d'une part l'obligation de remettre la population au travail pour rétablir les profits en la protégeant au minimum pour la rassurer et obtenir son consentement, et d'autre part le maintien artificiel durable d'une menace épidémique en organisant une pénurie de moyens de protections collectives et d'éradication du virus. Le but de ce mensonge est d'obliger à travailler tout en justifiant les limitations des libertés collectives, donc d'empêcher tout mouvement social. Il s'agit aussi de préférer attendre l'hypothétique et improbable vaccin miracle qui rapportera gros aux industries pharmaceutiques.

Tel sera notre avenir si nous ne réagissons pas, si nous ne nous engageons pas maintenant dans la construction d'une organisation comme la CNT et si nous ne revendiquons pas autre chose à l'aide du syndicat. Une voie révolutionnaire pour une autre société.

### **Revendications pour un 1<sup>er</sup> mai révolutionnaire et combatif**

A l'opposée de la volonté de rétablir les profits et de la croissance par tous les moyens, nous affirmons qu'il faut au contraire entériner les destructions d'emplois et/ou les défaillances des entreprises considérées comme inutiles socialement et nuisibles écologiquement, à commencer par les compagnies aériennes, les industries automobiles, nucléaires et de l'armement.

Nous affirmons qu'il n'est pas utile ni souhaitable de rétablir toute l'offre de produits et de services antérieurs mais de maintenir à ce niveau bas toute la consommation des ménages.

Nous demandons à ce que les établissements financiers sans trésorerie déposent le bilan et que l'argent qui leur était destiné servent à garantir l'épargne des ménages concernées.

Nous l'attendons parce que nous voulons stopper l'agression de la nature en raison des risques pour l'espèce humaine et mettre à terre une grande partie de l'appareil productif capitaliste qui le permet.

La mise en œuvre d'un tel programme pour qu'il devienne de la décroissance doit s'anticiper pour être accompagné des mesures suivantes, non pas de manière subie mais assumée et pleinement consentie. Cette liste de revendications est une proposition à débattre partout, dans les syndicats, dans les sections, les assemblées générales, dans les différents cercles politiques favorables à un autre monde :

- Face aux risques de laisser l'État déterminer seul quels sont nos besoins essentiels, nous revendiquons la création dans chaque échelle administrative, communes, intercommunalités, départements, régions et ministères, de conseils de travailleur.euse.s et de

consommat.eur.rice.s pour définir nos besoins et lister quelles sont les activités économiques et les services publics utiles socialement. Les critères écologiques, tels que les distances parcourues, et de dignité au travail, tels que la rotation des tâches, seront bien sûr déterminants dans ces choix de technologies et de productions.

- Face aux risques de chômage et de paupérisation massifs, nous revendiquons l'instauration d'un revenu minimal garanti pour toutes les personnes privées d'emploi, en formation ou à temps partiel. Ce revenu sera nécessairement équivalent au revenu plancher du seuil de pauvreté en fonction de la taille du ménage. Cela implique un relèvement du montant de tous les salaires minimum à un niveau au moins équivalent à 60 % du revenu moyen et d'imposer un plafond de rémunération.
- Face à l'inégalité entre les salarié.es, acti.f.ves rémunérées peu ou pas épanoui.es et d'autres formes d'activité non lucrative, acti.f.ves non rémunéré.es fortement épanoui.es, nous revendiquons une baisse drastique du temps de travail, 28 h par semaine réparti sur 4 jours et un départ à la retraite à 55 ans. Ces limites évolueront en fonction de la productivité pour satisfaire nos besoins sociaux essentiels.
- Face à la tentation de relancer la production industrielle et la consommation, nous revendiquons la gratuité totale de tous les produits et services utiles socialement et dans des quantités jugées suffisantes pour chacun.e, c'est-à-dire au minimum selon nous la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie domestique, les transports communs, la nourriture non transformée.
- Face au gaspillage et aux pollutions et pour financer la gratuité, nous revendiquons de renchérir le mésusage en le taxant, c'est-à-dire la consommation de produits soit considérés comme inutiles socialement, soit produits sans respecter les normes de dignité au travail ni environnementales ou soit dépassant la quantité jugée suffisante par personne.
- Face à notre dépendance vis-à-vis des réseaux de distribution et des producteurs industriels qui nous exposent à des pénuries, nous revendiquons la création et le soutien collectif de tiers lieux permettant l'autoproduction et le recyclage. Les locaux vacants, les machines sous utilisées, les terrains et parcelles en jachère ou les jardins familiaux sont à exproprier et/ou à partager entre de petits groupes de volontaires afin de devenir le plus possible autosuffisant.es et auto organisé.es, au niveau alimentaire en particulier mais aussi quant aux déplacements à l'aide de véhicules privés.
- Face aux diminutions de recettes fiscales et de cotisations sociales qui sont des revenus socialisés sous formes de services et de produits gratuits, nous revendiquons la fin des régimes d'exonérations des cotisations sociales ou de subventions dès lors qu'une entreprise est rentable, la taxation du profit à hauteur de 50 %, c'est-à-dire des excédents nets d'exploitations avant versement des dividendes, la taxation des fortunes, de l'héritage et des produits de luxe ainsi qu'une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu.
- Face à l'incompétence et à l'irresponsabilité sociale des états et du patronat dans leurs gestions de crise, nous revendiquons une démocratisation des processus décisionnels sur les lieux de travail et dans les instances de gestion des budgets sociaux. Cela signifie qu'il faut un droit d'accès aux informations stratégiques et un droit de veto des représentant.es syndicaux et des conseils de consommat.eur.euse.s et usager.es voire l'exclusion du patronat dans ces processus et ces instances. Cette démocratisation repose également sur la définition de mandats et de révocabilité des délégué.es.

Merci à Paul Ariès, Jean-Marie Harribey, Mickael Albert, Murray Bookchin, Bruno Latour, James Guillaume, Elisée Reclus, Jacques Bidet, Henri Lefebvre, Joseph Dejacques, Pierre-Joseph Proudhon, Michel Bakounine et tant d'autres pour m'avoir inspiré ces idées.

Un militant de l'Union locale des syndicats CNT72